

OUELLET, Fernand, professeur titulaire à l'Université Carleton, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850. Structures et conjoncture*. « Histoire économique et sociale du Canada français », collection publiée sous la direction du Centre de recherche en histoire économique du Canada français. Fides, Montréal et Paris, 1966. Préface de Robert Mandrou, VII-XI. Avant-propos, XIII-XIV. 639 p. Index, bibliographie, graphiques. \$10.00.

Mathieu Girard

Volume 20, Number 3, décembre 1966

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/302591ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/302591ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Girard, M. (1966). Review of [OUELLET, Fernand, professeur titulaire à l'Université Carleton, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850. Structures et conjoncture*. « Histoire économique et sociale du Canada français », collection publiée sous la direction du Centre de recherche en histoire économique du Canada français. Fides, Montréal et Paris, 1966. Préface de Robert Mandrou, VII-XI. Avant-propos, XIII-XIV. 639 p. Index, bibliographie, graphiques. \$10.00.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 20(3), 447–451. <https://doi.org/10.7202/302591ar>

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1966

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>



This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

LIVRES ET REVUES

OUELLET, Fernand, professeur titulaire à l'Université Carleton, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*. Structures et conjoncture. "Histoire économique et sociale du Canada français", collection publiée sous la direction du Centre de recherche en histoire économique du Canada français. Fides, Montréal et Paris, 1966. Préface de Robert Mandrou, VII-XI. Avant-propos, XIII-XIV. 639 p. Index, bibliographie, graphiques. \$10.00.

L'histoire économique est monotone. Suivre les fluctuations des prix du blé ou du chanvre, dénombrer les bêtes à cornes, inventorier les exportations ou les importations ne captent pas facilement l'intérêt du lecteur. Pourtant monsieur F. Ouellet a réussi une œuvre dont la lecture intéresse, voire captive. Même si l'histoire économique peut avoir une justification autonome, on sent que pour l'auteur elle a surtout l'intérêt de servir de supports aux explications historiques des phénomènes politiques et sociaux. "L'histoire politique ou constitutionnelle n'a de sens que si elle prend appui sur des réalités plus fondamentales. Elle n'a de signification que si elle fait appel à un ensemble complexe de facteurs qui la fondent au niveau des réalités humaines, quelle que soit leur diversité" (323). C'est "un *essai* d'histoire quantitative et globale" du Québec (1760-1850) que tente F. Ouellet. Non seulement l'auteur décrira dans les détails la conjoncture économique du Québec de 1760 à 1850, mais il saura expliquer les transformations sociales et politiques qui se font parallèlement, tout en faisant la critique des explications traditionnelles ou de la "nouvelle école de Montréal". Cet objectif global peut nous paraître prétentieux. Monsieur F. Ouellet nous rassure dès les premières pages: "Ce qui reste à faire est beaucoup plus considérable que ce qui est acquis." "Tout cela nous amène à considérer cette étude non comme un point d'arrivée mais comme un point de départ" (XIII).

Inutile de souligner qu'en deux pages nous pouvons à peine relever l'essentiel d'une œuvre qui innove dans l'historiographie du Canada français.

Un des aspects importants de l'œuvre de monsieur F. Ouellet est le coup qu'il porte contre la thèse qui fait de la conquête

britannique le fait historique capital de notre histoire. "Cette interprétation à odeur de cataclysme, qui enlève toute liberté de choix aux individus et aux collectivités, nous apparaît comme une construction de l'esprit. La cession du Canada à l'Angleterre, pas plus qu'elle ne brise l'équilibre psychologique du groupe canadien-français, ne provoque un remplacement général des structures économiques, sociales et idéologiques. Il faut attendre le début du XIX^e siècle pour que des mutations de ce genre apparaissent" (552). Et ailleurs: "*Le drame de la conquête* avait-il, comme certains l'ont soutenu, tellement entamé les forces vitales des Canadiens qu'on ne puisse désormais miser que sur leur défaitisme ? Rassurons-nous: le choc brutal de la conquête n'affecta pas surtout les contemporains de l'événement fatal mais, rétrospectivement, leurs plus vulnérables descendants et cela de 1800 jusqu'à nos jours" (45)... "Voilà des hommes dont l'équilibre psychique n'avait pas été dérangé par le transfert d'un empire à l'autre" (46).

Cette thèse, F. Ouellet l'appuie principalement sur trois arguments: la permanence du cadre colonial; la stabilité de la structure économique et des activités principales qui la constituent; la permanence de la structure globale.

Avant comme après 1760, la colonie demeure encadrée dans un mercantilisme métropolitain qui reflète et consacre sa dépendance économique et politique. Pour se développer le Québec a toujours besoin d'une métropole et de son empire où il pourra trouver des débouchés pour ses fourrures et son blé qui demeurent comme à l'époque française les produits de base de son économie, des capitaux pour mettre en valeur ses ressources, des produits manufacturés qu'il ne peut produire lui-même. Structure qui comme autrefois "risquait de faire passer une trop forte proportion des bénéfices commerciaux dans la métropole mais qui, par contre, garantissait une certaine accumulation de capitaux sur place tout en assurant le maintien des habitudes de consommation" (554). Donc même mercantilisme avec cette seule différence "que ce dernier a pris une allure plus positive que le précédent", mais qui ne provoque "aucune brisure fondamentale".

La structure économique demeure stable de même que les activités principales qui la constituent. Les pêcheries ne réussissent pas "à sortir du cadre fixé à l'époque française". Dans l'agriculture même si après 1760 les exportations augmentent ("en réalité, la grande nouveauté de l'époque réside dans le fait

que l'économie n'est plus seulement reliée à celle de la métropole par les fourrures, mais aussi par ses céréales") la production agricole garde ses caractéristiques: agriculture de subsistance, absence d'amélioration technique. L'importance des fourrures demeure aussi grande. "Le Québec vise toujours à assurer et à affermir sa suprématie sur l'ouest." Un fait nouveau pourtant: le phénomène de concentration des entreprises engagées dans le commerce des fourrures.

Que deviennent les Canadiens ? "Des historiens en mal de catastrophes ont prétendu que la conquête du Canada par l'Angleterre avait provoqué la chute de la grande bourgeoisie canadienne, de sorte qu'au lendemain de 1760 le commerce des fourrures passera sans effort aux mains des Britanniques. Cette vision apocalyptique des choses ne résiste pas à un examen des faits... Au début du régime britannique, elle (la bourgeoisie canadienne) possède la supériorité du nombre, de l'expérience et, dans quelques cas, l'égalité des capitaux. Par contre sa dépendance excessive du trafic des fourrures, à l'exclusivité peut-on dire de toute autre activité commerciale importante, son attachement à la petite entreprise individuelle, sa répugnance à la concentration, son goût du luxe de même que son attrait irrésistible pour les placements assurés étaient des principaux handicaps" (76-77). La concentration, nécessité économique — inflation, concurrence, coût des transports toujours plus élevés — éliminera le Canadien de ce commerce.

Jusqu'à la 1^{re} décade du XIX^e siècle (1802-1812), la structure économique demeurera foncièrement ce qu'elle était avant 1760, même si après 1785 le rythme de croissance s'accélère grâce au blé et aux fourrures, "sorte d'épanouissement de la structure ancienne". Cette phase de croissance a eu des conséquences sociales importantes: la classe bourgeoise se renforce, revendique sur le plan politique; déclassement de la bourgeoisie canadienne-française qui résiste au progrès; déclin de la classe des seigneurs, essor de la classe des gens de profession.

Durant cette décade, 1802-12, les structures économiques changent: fléchissement des pelleteries, crise de l'agriculture, croissance du commerce du bois. Sur le plan social, ces transformations économiques qui vont s'accroissant jusqu'en 1840 provoquent un conflit qui opposera avec de plus en plus de véhémence l'élite bourgeoise du Canada anglais à l'élite du Canada français. L'élite du Canada français quoiqu'elle se recrute parmi les gens de profession et qu'elle qualifie de "libé-

rale" reflète les grands objectifs de l'élite cléricale et seigneuriale qu'elle veut remplacer. "En effet, on assiste parmi les professions libérales à une sorte de repliement sur le passé. Mais la tradition dont il s'agit est essentiellement rurale et agricole. Cette bourgeoisie rêve d'une société centrée sur les basses terres du Saint-Laurent, adonnée à l'agriculture, encadrée par la seigneurie et par la *Coutume de Paris* mais dirigée par elle" (204). A côté, la bourgeoisie anglaise définit sa politique: création d'institutions bancaires, aménagement de la voie maritime du Saint-Laurent, système de taxation mieux réparti entre commerçants et paysans, "autant de préoccupations issues de la conjoncture économique". "Désormais, les valeurs qui dictent le programme des marchands paraîtront inconciliables avec celles qui inspirent le milieu canadien-français" (200). Ce conflit social qui se jouera au niveau des institutions politiques, "ce qui a laissé croire à son caractère exclusivement politique", deviendra pour les Canadiens une lutte contre le progrès. Les changements structurels qui transforment à la fois l'économie et la société remettront en question l'ensemble de la société traditionnelle et de ses conceptions. Malheureusement, les Canadiens français résisteront contre les changements de mentalité que nécessite la naissance pénible d'un capitalisme québécois. Son élite définira sa révolte qui s'exprimera dans un nationalisme qui dès son origine se situe dans le conservatisme. "Il est même évident que le nationalisme était, en dernier ressort, l'expression et le support d'une profonde résistance des mentalités au changement" (549).

Ce durcissement des mentalités trouvera son dénouement dans le régime de l'Union "qui ajustait la frontière politique à l'espace économique". Bien que la "conjoncture qui s'inscrit en 1840 facilite par ailleurs une réorientation des choix... ce compromis entre la société canadienne-française et les exigences du capitalisme, qui apparaît aussi d'une façon très nette dans la législation de 1854 relative à la forme du régime seigneurial, ne saurait être interprété en termes de révolution des mentalités. Tout au plus pourrait-on parler d'adaptations partielles et superficielles. L'attitude de la masse canadienne-française et des élites vis-à-vis du progrès économique et social reste essentiellement la même que dans le passé. Malgré les aménagements de cette période qui préparent la voie au développement industriel, *l'Ancien Régime social* conserve sa vigueur. Le pouvoir cléricale, au lieu de faiblir, acquiert une nouvelle force. Les clercs, devenus plus sensibles à l'aspect social de leur mission, visent même à édifier une société théocratique. Pour leur part, les professions

libérales jouent à la fois le rôle d'élite d'Ancien Régime et d'agent de liaison entre leur société et les britanniques."

Vu dans l'optique économique, le déclassement des Canadiens français dans les entreprises commerciales, leur absence dans l'industrie naissante, leur opposition à la législation réclamée par l'élite bourgeoise du Canada anglais s'expliquent non par la Conquête mais par leur incapacité d'ajuster leur mentalité aux changements de la structure économique que le Québec connaît au XIX^e siècle.

Monsieur F. Ouellet a écrit un ouvrage magistral qui replace dans son contexte économique les problèmes politiques et sociaux. Un regret: que cette œuvre soit venue si tard. Un souhait: que le vœu de l'auteur se réalise. "Si notre livre atteint son but, à savoir de constituer un tremplin pour de futures conquêtes, son "vieillissement viendra vite".

MATHIEU GIRARD